



PLAN D'ACTION DE LA CONVERGENCE DE LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME ALIMENTAIRE ET L'ACTION POUR LE CLIMAT

FÉVRIER 2026

TABLE DES MATIÈRES

Préface	1
I. Contexte	2
II. Pilier 1 Vision et objectifs	4
A. Vision	4
B. Objectifs	4
III. Liens entre la feuille de route nationale de transformation du système alimentaires et la Contribution Nationale Déterminée (CDN et PNA).	5
IV. Pilier II Actions prioritaires	7
A. Mise en œuvre de programme intégré durable de consommation des produits locaux (achat locaux, alimentation scolaire et éducation nutritionnelle)	7
B. Valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL)	9
C. Amélioration de la compétitivité des produits alimentaires à travers le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments	10
V. Gouvernance et suivi évaluation	11
A. Mobilisation des ressources	12
VI. Période de mise en œuvre des actions prioritaires	13

Préface

La République Centrafricaine fait face à des défis structurels majeurs : insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante, vulnérabilité accrue aux chocs climatiques, dégradation des ressources naturelles, faibles rendements agricoles et dépendance élevée aux systèmes de production extensifs. Ces défis sont aujourd'hui exacerbés par les effets du changement climatique, qui affectent directement les moyens de subsistance de nos populations rurales.

Dans ce contexte, la transformation durable de nos systèmes alimentaires n'est plus une option, mais une nécessité. Elle doit permettre de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'améliorer les revenus des producteurs, de préserver nos écosystèmes et de renforcer la résilience climatique de notre agriculture.

L'initiative de convergence est lancée par la Secrétaire Générale adjointe des Nations-Unies lors de la COP28 (2023) et fait le lien entre deux jalons mondiaux : l'appel à l'action du Secrétaire Général des Nations-Unies pour une transformation accélérée des systèmes alimentaires (UNFSS+2, 2023) et la déclaration des Émirats Arabes Unis de la COP28 sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action pour le climat.

Ensemble, ils soulignent l'urgence d'aligner la transformation des systèmes alimentaires sur l'action climatique pour atteindre l'Agenda 2030 et les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

Le pôle de Coordination des Nations-Unies pour les systèmes alimentaires a pour mission de faciliter et soutenir la mise en œuvre de l'initiative. Il a initié une phase pilote à cet effet en 2024 avec quelques pays dont la République Centrafricaine en 2025.

L'initiative de convergence s'inscrit pleinement dans les priorités nationales de développement énoncées dans le Plan National de Développement (PND 2024-2028), ainsi que les engagements internationaux de la République Centrafricaine, notamment l'Agenda 2030 pour le développement durable, l'agenda du PDDAA-KAMPALA (2025-2035) de l'Union Africaine, l'Accord de Paris sur le climat et les engagements du sommet des Nations-Unies sur les systèmes alimentaires.

Cet alignement renforce la gouvernance, les cadres politiques et la collaboration multipartite, favorisant des actions cohérentes qui contribuent à la fois aux objectifs de développement durable (ODD) et à l'Accord de Paris.

Le pays a commencé le processus à travers la mise en place du groupe de travail convergence climatique et genre, qui fait partie intégrante du comité technique multisectoriel de la coordination nationale du système alimentaire et de la nutrition et un atelier de dialogue national et de concertation en décembre 2025 qui a permis de dégager les priorités et de les matérialiser dans un plan d'action.

Ce plan d'action est destiné non seulement, à faciliter l'identification des interventions prioritaires, à favoriser les synergies, à mutualiser les ressources existantes et à servir d'outil de plaidoyer pour mobiliser les ressources du fond conjoint sur les ODD pour les mesures d'adaptation auquel la République Centrafricaine est éligible pour la mise en œuvre.

La convergence de la transformation du système alimentaire et de l'action pour le climat n'est pas une option, c'est une nécessité.

**Le Ministre de l'Agriculture et de du
Développement Rural**



I. CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) est un pays à fort potentiel naturel pour la production alimentaire, mais freiné par des décennies de crises qui limitent sa capacité à assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable de sa population. À la suite du 1er sommet sur les systèmes alimentaires en 2021, l'approche de développement par le système alimentaire a été identifiée comme moyen d'atteindre les ODD en identifiant des voies et des leviers d'accélération de cette transformation matérialisée dans une feuille de route.

Ainsi lors des sommets bilans sur les systèmes alimentaires pour mesurer les progrès réalisés dans la transformation des systèmes alimentaires et leurs contributions à l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, il est apparu urgent d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires conformément à l'agenda du PDDAA-KAMPALA (2025-2035) de l'Union Africaine en ce qui concerne les pays africains. Le PDDAA-Kampala (2025-2035) est l'outil programmatique qui permet de concrétiser l'urgence de la transformation des systèmes alimentaires en actions mesurables, durables et inclusives et L'agenda met l'accent sur des pratiques agricoles durables, répondant à l'urgence climatique. Il cible la modernisation des chaînes de valeur, en particulier pour les petits producteurs, les femmes et les jeunes, afin de bâtir des systèmes alimentaires durables.

Toutefois, en RCA, le système alimentaire fait face au défi lié au changement climatique notamment une transition d'un climat historiquement humide (1950-1980) vers un climat plus sec et instable, avec une baisse moyenne des précipitations annuelles de près de 400–500 mm par rapport aux décennies les plus humides, une augmentation du nombre de jours secs consécutifs (de 45 à 60 jours en moyenne, avec des pics au-delà de 70 jours), et une intensification récente des événements pluvieux extrêmes. Ces évolutions traduisent une plus grande variabilité climatique, où la combinaison de moins de pluie, de pluies plus intenses et de sécheresses plus longues accroît les risques d'inondations, de pertes agricoles et de stress hydrique. Les secteurs agricoles et pastoraux, qui constituent la base de l'économie et de la sécurité alimentaire, seront particulièrement vulnérables. Parallèlement, l'augmentation des épisodes de pluies intenses engendrera des risques d'inondations, de destruction d'infrastructures et d'érosion accélérée des sols. Ces extrêmes climatiques renforceront la vulnérabilité des écosystèmes et des populations, notamment dans les zones rurales faiblement équipées pour faire face à ces aléas.

Il est question d'harmoniser et d'aligner la feuille de route nationale de transformation du système alimentaire et la Contribution Déterminée Nationale afin d'élaborer le plan d'action national de la convergence de la transformation du système alimentaire et de l'action climatique. Le pays a commencé le processus à travers la mise en place du groupe de travail technique et un atelier de dialogue de concertation. Il s'est dégagé lors de ces échanges trois grandes priorités axées sur :

- i) La mise en œuvre de programme intégré durable de consommation des produits locaux (achats locaux, alimentation scolaire et éducation nutritionnelle)
- ii) La valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) et des aliments négligés caractérisés par une faible empreinte carbone et un fort potentiel nutritif.
- iii) L'amélioration de la compétitivité des produits alimentaires à travers le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments (s'assurer que les aliments peuvent être consommés sans présenter de risques pour la santé des consommateurs).

Ces trois priorités qui sont axées de façon synergique sur le programme national intégré d'alimentation scolaire pourraient améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle fragile et précaire dans le pays, aussi, elles peuvent améliorer les effets du changement climatique. En effet, le programme d'alimentation scolaire est reconnu pour être un levier de transformation du système alimentaire depuis le premier sommet des systèmes alimentaires en 2021 de par sa transversalité et sa multisectorialité (éducation_rétention scolaire ; santé_nutrition ; production agro-alimentaire locale ; emploi_commerce_chaînes d'approvisionnement)

Ce plan d'action sera en cohérence avec la feuille de route nationale de transformation du système alimentaire, le plan stratégique multisectoriel de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la CDN, la stratégie nationale et plan d'action des PFNL, Le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) et bien d'autres documents de politique et de stratégie.

Le présent document précise la vision de la convergence, ses objectifs, les actions prioritaires, l'approche de mise en œuvre et le mécanisme de suivi-évaluation pour plus d'efficacité et d'efficience.



© FAO/Riccardo Gangale



II. PILIER 1 VISION ET OBJECTIFS

A. VISION

Cette vision reflète l'ambition de transformer le système alimentaire tout en répondant aux défis climatiques, en intégrant les dimensions sociales, économiques et environnementales.

B. OBJECTIFS

1. Promouvoir la compétitivité des chaînes de valeurs agrosylvopastorales et halieutiques productives pour une croissance économique inclusive et durable ;
2. Entreprendre les mesures pour atténuer les effets du changement climatique et promouvoir la résilience climatique ;
3. Renforcer la gestion intégrée des ressources naturelles (eau, sol et des services essentiels) ;
4. Promouvoir l'agriculture durable et améliorer les infrastructures agricoles ;
5. Restaurer les écosystèmes pour garantir la résilience climatique des communautés ;
6. Développer des mécanismes de financement climatique innovants pour faire progresser la transformation des systèmes alimentaires ;
7. Renforcer le rôle des systèmes nationaux de recherche et innovation sur les systèmes alimentaires et l'Action pour le climat ;
8. Assurer une gouvernance inclusive et transparente qui traite conjointement des systèmes alimentaires et l'action pour le climat ;
9. Améliorer le taux de scolarisation des enfants en âge scolaire ;
10. Lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition des enfants en âge scolaire ;
11. Valoriser les produits forestiers non ligneux (PFNL).

III. LIENS ENTRE LA FEUILLE DE ROUTE NATIONALE DE TRANSFORMATION DU SYSTÈME ALIMENTAIRES ET LA CONTRIBUTION NATIONALE DÉTERMINÉE (CDN ET PNA).

Ce lien est établi pour ressortir l'alignement des voies définies dans la feuille de route nationale de transformation du système alimentaire et des politiques climatiques. L'objectif est de tirer parti des synergies entre les voies de la feuille de route nationale et les actions pour le climat afin de soutenir les efforts de développement durable et de résilience au niveau national.

Les huit voies vers la transformation du système alimentaire durable complètent et renforcent la CDN 3.0 de la RCA. Elles traduisent une vision intégrée :

- **Atténuation** : réduction des émissions par innovation, mécanisation et gestion durable des ressources.
- **Adaptation** : résilience alimentaire, inclusion sociale, autonomisation des communautés vulnérables.
- **Co-bénéfices** : nutrition, équité de genre, gouvernance participative.

En pratique, ces voies peuvent servir de plan opérationnel pour traduire les engagements de la CDN en actions concrètes au niveau local et sectoriel. Le tableau qui suit détaille les similarités entre les voies vers un système alimentaire durable et la CDN.

Tableau 1 Comparaison entre la feuille de route sur le système alimentaire et les politiques climat

VOIE vers un système alimentaire durable	CDN 3.0 RCA	OBSERVATIONS
1 - promouvoir la transition de l'humanitaire vers le développement	CDN 3.0 RCA : Met l'accent sur la résilience des communautés face aux crises climatiques et humanitaires, en intégrant l'adaptation dans les plans de développement	Convergence : Cette voie correspond à l'approche de la CDN qui cherche à réduire la dépendance aux interventions d'urgence en renforçant les systèmes durables
2 - Promouvoir l'approche chaînes de valeurs sensibles à la nutrition	CDN 3.0 RCA : L'agriculture et la sécurité alimentaire sont des secteurs prioritaires d'adaptation, avec une attention aux co-bénéfices sociaux (santé, nutrition).	Convergence : La nutrition est un co-bénéfice reconnu dans les CDN, contribuant à l'adaptation et à la réduction des vulnérabilités.

VOIE vers un système alimentaire durable	CDN 3.0 RCA	OBSERVATIONS
3 - créer un environnement propice à l'entrepreneuriat agricole et au leadership des jeunes et des femmes en milieu rural	CDN 3.0 RCA : La stratégie nationale genre et climat met en avant l'inclusion des femmes et des jeunes dans les solutions d'adaptation.	Convergence : Cette voie est directement alignée avec l'approche inclusive de la CDN, qui valorise l'équité et la participation des groupes vulnérables
4 - Améliorer la mobilisation de ressources et l'accès au financement des producteurs	CDN 3.0 RCA : Souligne la nécessité de renforcer les mécanismes financiers pour l'adaptation et l'atténuation.	Convergence : cette proposition complète la CDN en ciblant spécifiquement les producteurs ruraux, ce qui renforce la résilience locale.
5 - Développer la recherche, accroître la mécanisation et les approches innovantes	CDN 3.0 RCA : Encourage les approches innovantes et la recherche appliquée pour l'agriculture et la gestion des ressources.	Convergence : Totalement cohérent avec les mesures de la CDN visant à accroître l'efficacité et réduire les émissions.
6 - gérer durablement les ressources naturelles et rendre autonome les peuples autochtones et les minorités	CDN 3.0 RCA : Met en avant les approches fondées sur les écosystèmes et la reconnaissance des droits des communautés vulnérables.	Convergence : Cette voie renforce la CDN en ajoutant une dimension de justice sociale et de gouvernance inclusive.
7 - constitution de réserves alimentaires	CDN 3.0 RCA : La sécurité alimentaire est un pilier de l'adaptation, notamment face aux chocs climatiques.	Convergence : Les réserves alimentaires sont une mesure concrète de résilience, en cohérence avec les objectifs de la CDN.
8 - renforcer la gouvernance des systèmes alimentaires	CDN 3.0 RCA : Insiste sur la gouvernance intégrée et multisectorielle pour l'adaptation et l'atténuation.	Convergence : la proposition correspond à l'appel de la CDN pour une gouvernance inclusive et transparente.

IV. PILIER II ACTIONS PRIORITAIRES

A. MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMME INTÉGRÉ DURABLE DE CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX (ACHAT LOCAUX, ALIMENTATION SCOLAIRE ET ÉDUCATION NUTRITIONNELLE)

L'approche implique d'intégrer les bonnes pratiques d'agroécologie dans tout l'écosystème autour de l'école. Ce vaste programme est issu du Programme National d'Alimentation Scolaire à base de Produits Locaux (PNAS-PL) instauré par le gouvernement et ses partenaires. L'objectif est de valoriser les connaissances acquises grâce à ce programme, cela a un impact direct sur l'éducation, la santé et la nutrition des enfants, et de façon indirecte, cela soutient l'agriculture, l'économie locale et le développement du capital humain. Les écoles pilotes intégreront l'agroécologie dans leur programme en fonction des niveaux, avec de nombreuses séances pratiques.

Des modules de formation seront élaborés pour mettre en avant les chaînes de valeurs prioritaires incluant les produits forestiers non ligneux (PFNL) et les aliments négligés. (Végétal : maraichage, champignon.. ; animale : volaille et petits ruminants, miel...) et des itinéraires techniques respectueux de l'environnement. Les repas servis au niveau des écoles pilotes seront préparés à partir des produits locaux.

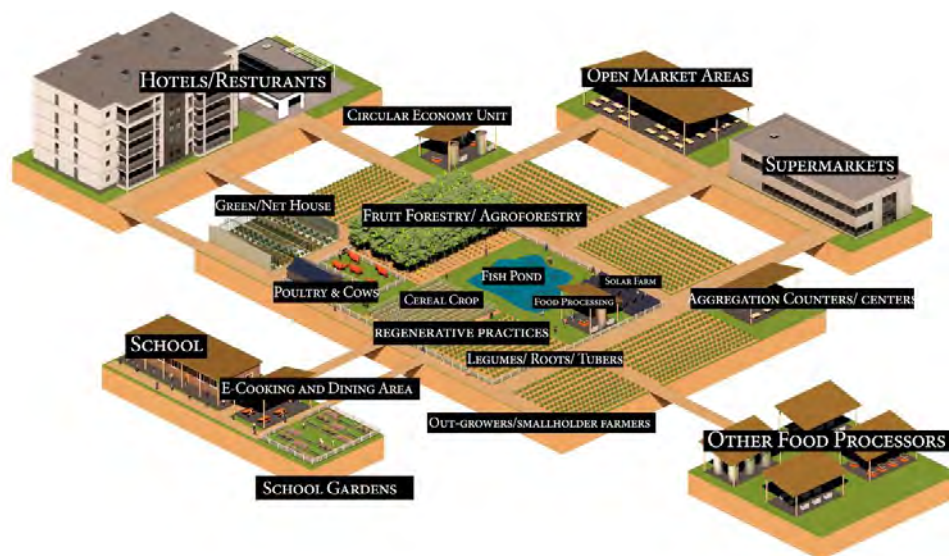
De plus, il est prévu de mettre en place un réseau d'animateurs communautaires spécialisés dans l'éducation nutritionnelle afin de diffuser les bonnes pratiques. Toutes les structures assurant l'encadrement des élèves y compris les associations des parents d'élèves (APE) et les associations des mères éducatrices (AME) recevront également une formation sur l'éducation nutritionnelle pour soutenir le réseau des animateurs.

Le modèle de schéma de programme intégré d'alimentation scolaire proposé par le PAM sera contextualisé pour ressortir les particularités du pays.



© FAO/Riccardo Gangale

Figure 1 modèle de programme intégré de cantine scolaire proposé par le PAM



Mesures spécifiques :

- Renforcer les capacités des producteurs et des autres acteurs des chaînes de valeurs (végétales, animales et halieutiques) prioritaires sur l'agroécologie et l'agriculture climato-intelligente (produire des spéculations avec une faible empreinte carbone comme la domestication des produits forestiers non ligneux) ;
- Développer les énergies propres (solaire, biomasse, hydroélectricité) pour réduire les émissions et soutenir des pratiques agricoles durables ;
- Promouvoir le développement local et des infrastructures de bases (production, de transformation, de commercialisation de transports et éducatives) conformément au plan de Gestion Environnement et Social ;
- Inventorier et/ou concevoir les recettes de bouillies/purées enrichies et de plats à base des aliments locaux, y compris les produits forestiers non ligneux (PFNL) ;
- Promouvoir l'éducation nutritionnelle (valoriser les spécificités de chaque localité pour la confection des repas scolaires) et intégrer l'agroécologie et l'éducation nutritionnelle dans les curricula de formation au niveau des écoles pour instruire les enfants sur les bonnes pratiques ;
- Assurer la restauration du paysage et le reboisement avec des plantes à fort impact agricole et nutritionnel ;
- Mettre en place un système semencier sécurisé et durable (résiliente au chocs et changement climatique) ;
- Renforcer le dispositif d'appui conseil agricole et structurer les acteurs des chaînes de valeurs végétales et animales ;
- Augmenter le taux de scolarisation des enfants et lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition des enfants en âge de scolarisation

B. VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX (PFNL)

Les PFNL sont considérés comme des compléments à l'agriculture familiale, pouvant se consolider en tant que produits locaux et jouer un rôle dans une stratégie visant à renforcer l'identité et la compétitivité des territoires. Le développement des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires, comme mentionné dans la stratégie, a pour objectif de contribuer à la diversification et à l'amélioration des sources alimentaires et le niveau des revenus des populations locales. Il s'agit de se concentrer prioritairement sur les PFNL les plus consommés (les fruits, le KOKO (*Gnetum africanum*), l'huile de karité, les chenilles, les champignons, le miel...). Cette stratégie repose sur le fait que les forêts sont détruites, en particulier pour l'agro-élevage. En conséquence, si la domestication et la commercialisation des PFNL sont stimulées, cela favoriserait le développement socioéconomique local et encourager les autorités publiques et les populations locales à gérer la forêt de manière durable.

Une meilleure structuration de ces filières, à travers la mise en place des Organisations paysannes (OP). Des actions concrètes comme, les inventaires (Une monographie et une analyse nutritionnelle et de toxicité des aliments négligés seront réalisées par les institutions de recherches pour rendre disponibles les informations permettant d'orienter leur domestication et l'éducation nutritionnelle).

La population locale et les peuples autochtones, les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec handicaps seront mis en avant dans ce programme pour mettre en valeur ces ressources qu'ils utilisent traditionnellement en plus des connaissances empiriques inestimables détenues par ces derniers. De plus, la mise en avant des peuples autochtones, des jeunes et des femmes renforce la préservation et la protection de leur environnement.

Mesures spécifiques :

- Maintenir la viabilité à long terme de la biodiversité, faire un inventaire et publier les valeurs nutritives et de toxicité de chaque PFNL ;
- Inventorier et/ou concevoir les recettes de bouillies/purées enrichies et de plats à base des produits forestiers non ligneux (PFNL) et les mettre à disposition de la communauté ;
- Assurer le renouvellement des PFNL, protéger les espèces menacées d'extinction et prévenir les dommages causés à l'environnement ;
- Faciliter l'utilisation commerciale des PFNL pour renforcer les revenus des populations et contribuer à l'économie nationale ;
- Soutenir les femmes, les jeunes, les communautés locales et les peuples autochtones et leurs utilisations traditionnelle de ressources ;
- Renforcer la sécurité alimentaire et réaliser le droit à alimentation ;
- Assurer la participation des partenaires concernés (gouvernementaux, ONGs ; société civile, etc.) dans la prise de décisions sur la gestion durable des PFNL.
- Promouvoir le genre et l'inclusion sociale, et ainsi que les peuples autochtones dans la prise de décisions ;

C. AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES À TRAVERS LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

L'absence de système national de sécurité sanitaire des aliments constitue un défi majeur pour la sécurité alimentaire en République Centrafricaine car elle affecte la santé et la nutrition de la population et le commerce des denrées alimentaires et par conséquent l'autonomisation des producteurs.

La sécurité sanitaire des aliments sera au centre de cette action. L'application du Codex Alimentarius, les normes ISO, le HACCP etc. seront de mise tout au long des chaînes de valeurs porteuses.

L'approche une seule santé et la lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM) seront adoptées, le système de surveillance national sera renforcé (laboratoires) et les bonnes pratiques (traçabilité, hygiène, contrôle qualité) seront améliorées. Il est nécessaire d'agir sur les politiques et les cadres légaux en matière de sécurité sanitaire des aliments et des produits agricoles.

Les actions porteront aussi sur la promotion de la compétitivité des chaînes de valeurs agrosylvopastorales et halieutiques prioritaires, à travers le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des institutions des services public et privé à promouvoir les chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutique. De plus, un appui au système national de recherche et innovation agrosylvopastorales et halieutiques, à travers le renforcement des capacités des acteurs des filières agricoles à gérer des unités de transformation et de valorisation des produits agroalimentaires.

Pour relever les défis, de nouvelles approches telles que la science de la durabilité, l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité seront nécessaires (santé, agriculture, environnement, recherche, commerce, privés ...) pour des solutions plus efficaces et durables.

Mesures spécifiques

- Mettre en application tous les textes portant réglementations de la sécurité sanitaire des aliments ;
- Redynamiser le comité national du codex Alimentarius ;
- Mettre en application le code Hygiène ;
- Renforcer les capacités des cadres et agents de l'état du ministère du commerce et de l'industrie sur le contrôle de qualité et normes des aliments ;
- Décentraliser le laboratoire d'analyse microbiologique des aliments dans les sept (7) régions ;
- Opérationnaliser la mise en réseau des laboratoires pour optimiser la surveillance de la résistance antimicrobienne tenant compte de l'approche one health ;
- Appuyer le système national de recherche et innovation agrosylvopastorales et halieutiques ;
- Promouvoir l'entreprenariat agricole et organiser les marchés locaux ;
- Promouvoir la consommation locale dans les écoles et les ménages des produits agroalimentaires (produits d'origines végétales, animales et halieutiques) qui respectent les normes de sécurité sanitaire et de qualité ;
- Favoriser la commercialisation des produits agroalimentaires de la RCA au niveau régionale et internationale ;
- Promouvoir la mécanisation agricole (motorisé et non motorisé) conformément au plan de Gestion Environnemental et Social ;
- Mettre en place la Réserve Nationale Stratégique.



V. GOUVERNANCE ET SUIVI ÉVALUATION

La RCA a mis en place une Coordination Nationale du Système Alimentaire et de Nutrition (CNSAN). Dans la CNSAN il est prévu un Groupe de travail sur la Convergence système alimentaire et climat. La mise en place du Groupe de Travail technique Convergence (voir la liste des membres en annexe), garantit une coordination efficace entre les ministères concernés et les parties prenantes, pour une gouvernance intégrée et inclusive. Ce groupe favorisera la collaboration intersectorielle, l'échange d'informations et l'élaboration de politiques concertées, tout en renforçant la participation des acteurs privés, des organisations de producteurs et de la société civile. Il jouera également un rôle clé dans le suivi et l'évaluation des interventions, assurant la transparence et l'efficacité des actions menées.

Ce groupe sera en interconnexion avec les autres groupes de travail de la CNSAN notamment le groupe suivi-évaluation des actions/ communication, celui du financement et mobilisation des ressources entre autres. De plus, pour éviter le doublon, le groupe de travail technique travaillera en synergie avec le dispositif de suivi de la CDN.

Il sera élaboré les termes de référence du groupe de travail technique incluant les missions, le mode de fonctionnement et sa composition.

Mesures spécifiques :

- Elaborer les termes de référence du groupe de travail technique convergence système alimentaire et actions climat
- Organiser des dialogues multipartites (secteur public, secteur privé, PTF, société civile, producteurs) de concertation
- Élaborer une stratégie de communication
- Rendre compte à la Coordination Nationale de Système Alimentaire et Nutrition (CNSAN)

A. MOBILISATION DES RESSOURCES

La mobilisation de ressource pour la mise en œuvre de ce programme ne se fera pas de façon isolée mais sera proposée sous forme d'un programme conjoint de mobilisation de ressources.

De ce fait, elle s'appuiera sur la contribution de l'Etat, l'engagement des PTF et du Secteur Privé.

Mesures spécifiques :

- Il est prévu de plaider pour la création d'une ligne budgétaire spécifique dans la loi des finances pour la CNSAN, ainsi chaque thématique bénéficiera des ressources pour sa mise en œuvre ;
- Le groupe de travail en charge de la mobilisation des ressources prévu dans la CNSAN élaborera une stratégie de mobilisation de ressources (domestiques et extérieures) destinée à la convergence du système alimentaire et les actions climat ;
- Mettre en place un mécanisme de reddition des comptes de tous les intervenants ;
- Créer un climat favorable et incitatif pour l'entrepreneuriat et le partenariat public et privé ;
- Plaider pour la création des outils de financements agricoles afin de faciliter l'accès des Sociétés Coopératives agro pastorales aux crédits ;
- Mettre en place un système de fonds de garantie et d'assurance pour les activités agricoles et pastorales.
- Financer l'initiative convergence système alimentaire et action climat à partir du fond vert et le fond d'adaptation au changement climat et le fond national pour le changement climatique (FONACAR) et des programmes et projets pertinents.



VI. PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS PRIORITAIRES

Actions prioritaires	Objectifs	Indicateurs	Institutions responsables	Mesures spécifiques	Chronogramme				
					2026	2027	2028	2029	2030
Mise en œuvre de programme intégré durable de consommation des produits locaux (achats locaux, alimentation scolaire et éducation nutritionnelle)	Améliorer l'éducation, la santé et la nutrition des enfants en Age de scolarisation et soutenir l'agriculture, l'économie locale et le développement du capital humain.	Nombre d'enfants scolarisés ; taux de malnutrition chez les enfants scolarisés ; revenus des ménages ; rendements	MADR, MSP; MEDD; MESA; MEEPS PAM ; FAO et UNICEF	Renforcer les capacités des producteurs et des autres acteurs des chaînes de valeurs (végétales, animales et halieutiques) prioritaires sur l'agroécologie et l'agriculture climato-intelligente (produire des spéculations avec un faible taux de carbone)					
				Promouvoir le développement local et des infrastructures de bases (production, de transformation, de commercialisation de transports et éducatives) conformément au plan de Gestion Environnement et Social.					
				Développer les énergies propres (solaire, biomasse, hydroélectricité) pour réduire les émissions et soutenir des pratiques agricoles durables.					
				Promouvoir l'éducation nutritionnelle et Intégrer l'agroécologie et l'éducation nutritionnelle dans les curricula de formation au niveau des écoles pour instruire les enfants sur les bonnes pratiques ;					
				Assurer la restauration du paysage et le reboisement avec des plantes à forte impact nutritionnelle ;					
				Mettre en place un système semencier sécurisé et durable (résiliente au chocs et changement climatique) ;					
				Renforcer le dispositif d'appui conseil agricole et structurer les acteurs des chaînes de valeurs végétales et animales ;					

Actions prioritaires	Objectifs	Indicateurs	Institutions responsables	Mesures spécifiques	Chronogramme				
					2026	2027	2028	2029	2030
				Augmenter le taux de scolarisation des enfants et lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition des enfants en âge de scolarisation					
Valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL).	Contribuer à la diversification et à l'amélioration des sources alimentaires et le niveau des revenus des populations locales.		MADR, MEDD ; MEFCP ; FAO ; PNUD	Maintenir la viabilité à long terme de la biodiversité, faire un inventaire des et publier les valeurs nutritives de chaque PFNL					
				Assurer le renouvellement des espèces, protéger celles menacées d'extinction et prévenir les dommages à l'environnement ;					
				Faciliter l'utilisation commerciale des PFNL et sa contribution à l'économie nationale ;					
				Lutter contre la pauvreté					
				Soutenir les femmes, les jeunes, les communautés locales et les peuples autochtones et leurs utilisations traditionnelle de ressources ;					
				Renforcer la sécurité alimentaire et réaliser le droit à alimentation ;					
				Assurer la participation des partenaires concernés (gouvernementaux, ONGs ; société civile, etc.) dans la prise de décisions sur la gestion durable des PFNL.					
				Promouvoir l'inclusion genre et des peuples autochtones dans les prises de décisions					

Actions prioritaires	Objectifs	Indicateurs	Institutions responsables	Mesures spécifiques	Chronogramme				
					2026	2027	2028	2029	2030
L'amélioration de la compétitivité des produits alimentaires à travers le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments.	Protéger la santé du consommateur, rendre compétitif les produits alimentaires centrafricain sur le marché nationale, régional et international et redynamiser le système de contrôle de sécurité sanitaire des aliments	Place occupé par les produits alimentaires centrafricain sur le marché intérieure et extérieure ; opérationnalisation du système de contrôle sanitaire des aliments (taux de saisie); taux de maladie d'origine alimentaire	MADR, MESA ; MESRIS ; MSP ; FAO ; OMS; PAM et ONG	Appuyer le système national de recherche et innovation agrosylvopastorales et halieutiques					
				Organiser les marchés locaux et promouvoir l'entrepreneuriat agricole					
				Redynamiser le Système de Contrôle Sanitaire des Aliments et Comité national Codex Alimentarius					
				Promouvoir la consommation locale dans les écoles et les ménages des produits agroalimentaires qui respectent les normes de sécurité sanitaire et de qualité					
				Renforcer le système de laboratoire d'analyse alimentaire pour améliorer les capacités nationales de surveillance, de contrôle de qualité, et de gestion des risques sanitaires.					
				Favoriser l'intégration régionale et internationale des productions agroalimentaires de la RCA.					
				Protéger la santé publique et les consommateurs					

CONCLUSION

La République centrafricaine s'est dotée d'un outil de plaidoyer à travers ce plan d'action qui s'aligne aux priorités du Plan National de Développement (PND) RCA 2024-2028 et contribue à l'atteinte des ODD horizon 2030.

ANNEXE 1

MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL CONVERGENCE

Organisation	Fonction
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Direction de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition, Adjointe du Coordonnateur National du Système Alimentaire
	Direction des Etudes Pédologiques et des Impacts Environnementaux et Sociaux, Point Focal Climat
	Cadre de la Direction de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition
	Environnementaliste au Projet PRADAC
Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale	Cadre
Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche	Coordonnateur du Centre de Données Forestières
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Direction Général de l'Environnement, Point Focal de la CDN (Contribution Déterminée au niveau National)
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Coordination climat Expert Changement Climatique
Ministère de la promotion du Genre, de la protection de la femme, de la famille et de l'enfant	Chef Service Protection et Réinsertion Sociale Enfant
Welt Hunger Hilfe (WHH)	Expert en Système Alimentaire
Banque Africaine de Développement	Expert Eau et Assainissement
FAO	Chargé de Nutrition,
PAM	Programme Alimentation Scolaire
PAM	Chargé de Résilience
UNICEF	Spécialiste Nutrition
PNUD	Cadre

Organisation	Fonction
ONUFEMME	Cadre
FIDA	Chargé d'Appui au Portefeuille
Banque Mondiale	STC
Union Européenne (EU)	Assistant Programme
ECHO	Point Focal Sécurité alimentaire
WWF	Cadre
African. Parks RCA	Expert National
Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires	Coordonnateur principal du programme
Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires	Spécialiste principal des systèmes alimentaires Région-Afrique
Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires	Administrateur auxiliaire
Ministère de l'Education Nationale	Direction Nationale de l'Alimentation Scolaire
Ministère de la Santé et de la Population	Chef de Service de la Nutrition
WCS	Cadre
Ministère de l'Enseignement Supérieur de l'Innovation et de la Recherche Scientifique	Inspecteur Central
Coordination Nationale Climat	Personne ressource

